

Quant aux objectifs du Millénaire au nombre de huit, dont le 3^{ème} est spécifiquement dédié à la promotion de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, ils restent à les sortir du registre de la déclaration pour les inscrire dans la réalité. Néanmoins, la véritable force de ces objectifs est qu'il s'agit de la première vision globale et intégrée du développement qui bénéficie de l'aval politique de la planète entière. La promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes constitue un objectif clé, transversal à tous les OMD. Si des progrès sont faits dans ce sens, les OMD seront en partie atteints.

Actuellement, en Afrique notamment, c'est à travers la décentralisation que se joue l'enjeu de la participation politique des femmes. Quel lien avec la pauvreté ? Sans information sur les nouveaux processus d'accès aux ressources du développement (par les plans communaux par exemple) et sans voix, les femmes ont peu de chances de faire remonter leurs besoins au premier plan des préoccupations municipales. Certes, ce ne seront sans doute pas les femmes les plus pauvres qui seront élues – ce ne seront pas les hommes les plus pauvres non plus d'ailleurs – mais il est certain que la mobilisation politique des femmes autour de la définition de leurs besoins et intérêts serait un atout considérable dans la lutte contre la pauvreté.

GENRE ET PAUVRETÉ ALLER AU DELÀ DU LIEN CONCEPTUEL

Ni les objectifs de promotion d'un développement humain durable tels que mentionnés dans les Objectifs du Millénaire, ni les politiques de lutte contre la pauvreté ne peuvent ignorer la dimension du genre. Mais comment s'assurer que les politiques de lutte contre la pauvreté contribuent réellement à la promotion d'un développement humain durable où la réduction des inégalités de genre et la recherche d'un équilibre social profitable aux hommes et aux femmes ne soient pas seulement un moyen mais un but à part entière ? Il n'existe pas de réponses simples mais une piste essentielle reste sous exploitée. Celle qui consisterait à soutenir et à renforcer les pouvoirs en marge des Pouvoirs, à faire émerger sur l'arène politique les expériences pratiques et les contributions intellectuelles des milliers de femmes et d'hommes qui, de par le monde, sont engagés dans la lutte pour les changements de société et la déconstruction des rapports sociaux dominant/dominé. Or, dans la majorité des pays, le lien entre les politiciens, les décideurs et les organisations de base sont encore ténus et souvent emprunts de méfiance. En particulier, les organisations qui travaillent à la réduction des inégalités de genre, qu'elles soient féminines ou mixtes, ont du mal à trouver leur place dans les débats sur le développement économique et la pauvreté parce qu'elles sont encore facilement cataloguées dans des registres « politiques » et « féministes ». Les preuves empiriques qui existent sur les liens étroits entre genre et pauvreté montrent qu'il est plus que jamais nécessaire d'associer à la lutte contre la pauvreté, là où se prennent les décisions, les acteurs et actrices du développement qui s'engagent pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes. ■

Isabelle Droy (IRD/CED Bordeaux IV)
et Claudy Vouhé (Réseau Genre en Action)

LE RESEAU ATTEND VOS CONTRIBUTIONS !

En 2004, le réseau donne priorité aux renforcements des compétences de ses membres, notamment autour des aspects méthodologiques favorisant la prise en compte du genre. En plus du travail de fonds sur le site qui continuera à publier des informations pertinentes et pratiques sur le 'pourquoi' et le 'comment' du genre, plusieurs initiatives seront menées d'ici à la fin de l'année.

La première consiste en un groupe de travail sur la prise en compte du genre dans les indicateurs du développement, qui commencera par une récapitulation des réflexions et outils sur ce thème. Pour alimenter cette recherche un forum public est ouvert sur le site, une liste de discussion électronique sera mise en place et des questionnaires circuleront parmi les membres. Merci de contribuer autant que possible à cette initiative.

Le réseau poursuivra la logique de ce groupe de travail en conviant ses membres à des journées d'études sur la prise en compte du genre dans la recherche sur le développement, qu'elle soit fondamentale ou empirique. Celles-ci auront probablement lieu à la fin de l'année (date et lieu à préciser). Un appel à contributions sera lancé pour identifier des chercheur/es soucieux de partager leurs réflexions et leurs bonnes et moins bonnes pratiques sur les conséquences de la prise en compte (et de la non-prise en compte) du genre dans leurs travaux. Quelles sont les implications de la prise en compte du genre sur les orientations/politiques, les méthodes, les outils, les équipes et partenaires, les compétences, les coûts et l'éthique de la recherche et bien entendu sur les résultats et leur utilisation etc. Vous pouvez d'ores et déjà nous contacter si ce thème vous intéresse.

En outre, si besoin est, le réseau s'efforcera de soutenir conceptuellement et techniquement les activités de sensibilisation et de formation au genre mises en œuvre par ses membres.

Un axe de travail important pour le réseau est sa fonction de 'veille' et de mobilisation autour des rencontres internationales. Plusieurs événements se profilent à l'horizon 2004, y compris la rencontre des femmes rurales en Afrique du Sud. Puis 2005, c'est Beijing +10. Au niveau international, le mot d'ordre semble être : Pas de grande messe à la Rio + 10 ! Soit, mais alors que fait-on ? Comment faire le point avec force et pertinence sur le chemin parcouru ou perdu depuis 1995. Célébré avec pompes ou pas, Beijing + 10 reste quand même un rendez-vous symbolique et surtout politique autour duquel nous vous invitons d'ores et déjà tous à réfléchir pour agir ensemble.

Enfin, pour faciliter les échanges entre les membres du réseau, une liste de diffusion (modérée) va être lancée. Cela vous permettra de faire rapidement circuler des informations qui parviendront directement dans les boîtes des membres qui s'inscriront. Le site Internet continuera à être alimenté mais nous pensons que ce nouvel outil vous donnera un meilleur accès à l'information, surtout si vous n'avez pas un accès facile et/ou abordable à Internet et au site www.genreenaction.net.

Nous vous rappelons que le réseau Genre en Action est un lieu de parole qui vous appartient. Les ressources humaines et financières propres au réseau sont très limitées par rapport aux besoins dans ce domaine. Nous travaillons à les augmenter mais la conjoncture n'est pas favorable. L'implication volontaire et l'activisme des membres du réseau sont sans aucun doute nos principaux atouts. Nous comptons sur vous ! ■

Réseau Genre en Action
CEAN, IEP de BORDEAUX,
11 Allée Ausonne
33607 Pessac Cedex, France
Contact :
coordination@genreenaction.net

Genre en Action

www.genreenaction.net

Réseau Genre en Action, CEAN, IEP de Bordeaux, 11 Allée Ausonne, 33607 Pessac Cedex, France BULLETIN Numéro 2 – Février 2004

LE RESEAU « GENRE EN ACTION » A UN AN

Lancé en janvier 2003, le réseau Genre en Action a un an.

Un an, c'est peu pour rendre compte de la complexité du thème qui nous occupe et illustrer la diversité des initiatives et des acteurs et actrices engagés dans ce champ d'action qui est souvent un champ de bataille.

Malgré tout, on peut amorcer un premier bilan.

Du point de vue de la coordination du réseau, le bilan est mitigé. Depuis le lancement, et surtout depuis l'ouverture du site Internet en septembre 2003, nous avons constaté une augmentation très rapide du nombre de personnes et d'organisations intéressées par le réseau et qui viennent y puiser des informations, lier des partenariats et faire connaître leurs expériences. Les gens s'inscrivent, consultent, écrivent, envoient des informations. On nous dit que l'information fournie aide déjà les discussions qui s'engagent dans les organisations pour mettre en œuvre une démarche genre. Les outils de planification sensibles au genre proposés sur le site sont particulièrement appréciés. La dimension non-virtuelle du réseau s'étoffe aussi et l'intérêt suscité par le lancement récent d'un groupe de travail sur les indicateurs et le genre prouve la pertinence de notre initiative.

Mais nous notons aussi des faiblesses, certaines là où nous les attendions, et d'autres là où nous ne les attendions pas... Par exemple, dans les organisations de solidarité internationales (OSI) françaises qui sont une des cibles importantes du réseau, force est de constater que la prise en compte du genre dans les programmes est souvent encore amalgamée avec la parité femmes-hommes dans les organisations. Un travail stratégique reste à accomplir pour lever cette confusion. Aussi, nous constatons que les institutions se reposent souvent sur des individus qui s'intéressent et portent la dimension genre à bout de bras mais un investissement institutionnel et collectif reste à construire.

Autres faiblesses : nous constatons à travers les contributions que nous recevons que c'est essentiellement le Nord qui parle et écrit sur le genre, pas forcément sur 'genre et développement' d'ailleurs. En outre, ce sont surtout les chercheurs du nord qui 'racontent' le genre au sud. Les praticien/nes et chercheur/es francophones du sud semblent écrire peu sur le genre, en tous les cas, nous manquons cruellement de récits d'enjeux et d'expériences 'made in south'. En termes de disciplines, nous constatons que les chercheur/es racontent aussi plus que les praticien/nes (tous lieux géographiques confondus) et parmi eux les sociologues, les anthropologues, les historien/es. Les sciences économiques et politiques se prononcent peu sur le genre, de même que les économistes et les ingénieurs, y compris les ingénieurs du développement.

Finalement, face à la masse d'informations qui circule sur le genre, surtout en anglais, la production de récits et d'actions francophones reste marginale. Si elle existe, elle ne dit pas son nom publiquement !

Est-ce une question de moyens (difficulté d'accès, y compris de coût à l'information du réseau au sud), de stratégies (les rencontres du réseau se font surtout au nord, à Paris), de technologie (utilisation du logiciel du site internet), de gestion et du manque de ressources humaines dans le réseau qui n'est pas capable de jouer un vrai rôle mobilisateur, ou une question de niche sur un marché qui foisonne d'activités liées au genre et où les énergies se dispersent. Autant de questions qui nécessiteront des réponses pendant notre deuxième année d'existence. Qu'en pensez-vous, comment vous êtes-vous servi/e de cette première année du réseau ?

Dans ce bulletin, nous avons choisi d'aborder un thème qui n'est certes pas nouveau mais qui nous concerne tous : le genre et la pauvreté. Au sud comme au nord, y compris à l'est, les réalités sociales, politiques et économiques appellent à se fédérer autour de ce sujet. Au sein du réseau, l'année 2004 verra le développement d'un travail sur la question des indicateurs et des mesures du changement, y compris de la pauvreté. Pour bien des membres du réseau, c'est une question primordiale. Le renforcement des capacités en genre des agents de développement (institutions et ONGs) se fera aussi dans l'optique de mieux les armer pour introduire le genre dans la gestion des programmes de développement destinés à lutter contre les différentes formes de pauvreté.

Et puis... nous nous approchons du 8 mars, journée internationale des Femmes... Femmes, comme plus d'un sur deux des habitants de la planète, près de trois milliards, dont 84% vivent dans les pays en voie de développement, et une petite minorité de 16% au Nord. Le réseau Genre en Action souhaite un 8 mars fructueux à toutes et à tous ceux qui s'engagent pour l'égalité entre les femmes et les hommes. ■

La coordinatrice, Claudy Vouhé



S'il est vrai que la dimension de genre ne peut, à elle seule, couvrir tous les aspects de la diversité des relations sociales, il n'en est pas moins vrai qu'elle ne peut être remplacée par aucune autre. Il est désormais acquis que la désagrégation de catégories sociales telles que jeunes/vieux, ruraux/urbains, autoch-

tones/migrants, est un éclairage nécessaire dans l'analyse des inégalités. Parmi les différentes formes d'inégalités, les inégalités de genre retracent les écarts entre la situation des hommes et celles des femmes dans un domaine donné. Elles sont essentiellement le résultat d'une construction sociale des rôles respectifs des femmes et des hommes dans la société, indépendamment des données biologiques liées au sexe.

Les inégalités de genre se superposent donc aux autres inégalités, et parfois les aggravent. Elles se retrouvent dans toutes les dimensions du développement humain : économique, social, politique, droits de la personne, mais ont des formes et des gradients très différents selon les sociétés. Par exemple, l'accès à la scolarisation sera très difficile pour les filles dans certains pays et/ou certains milieux alors que dans certaines sociétés, les garçons sont défavorisés, ou il n'y a pas ou plus de différence de genre dans l'accès à l'école.

Le cadre conceptuel d'analyse de la pauvreté développé par A. Sen, prix Nobel d'économie en 1998, a permis d'ouvrir de nouvelles perspectives pour la compréhension des mécanismes qui mènent à la pauvreté, et qui permettent ou pas à un individu ou à des groupes d'en sortir. Une grille d'analyse élaborée à partir de ce cadre rend plus « lisible » l'enchaînement des contraintes et donc peut permettre l'élaboration de politiques publiques adéquates.

Pour chacune des dimensions du développement, un individu ou un groupe va être confronté à deux problèmes. Tout d'abord, à la difficulté d'accès à un certain nombre de biens, de services, d'informations ou à la participation aux décisions. On parle alors de pauvreté d'accessibilité. Par exemple, les femmes peuvent être privées de droits d'accès à certains biens (à la terre, au crédit, aux instances de décision etc.) ou à certains services (éducation ou santé). Ensuite, chaque individu a un « stock d'actifs » particulier, qui est lié à ses caractéristiques personnelles, à son éducation, à son état de santé, au capital physique et financier qu'il/elle possède, aux relations sociales qu'il/elle entretient etc. On appelle ces « actifs » les potentialités. La pauvreté des potentialités exprime donc un déficit d'accumulation dans les domaines de la santé, de l'éducation, des biens matériels ou des relations sociales.

Les potentialités ne peuvent être valorisées que si l'individu a l'opportunité sociale de le faire : par exemple, une femme diplômée peut ne pas avoir accès au marché du travail. Les capacités des individus dépendent donc de l'accessibilité et des potentialités. Le renforcement des capacités est un axe central des politiques de développement et plus particulièrement des politiques de lutte contre la pauvreté et les inégalités.

Quelques pistes de lecture sur la relation entre genre et pauvreté

Les relations de genre sont un facteur d'influence et les femmes et les hommes n'ont souvent pas les mêmes armes pour lutter contre une conjoncture économique régionale, nationale, voire mondiale défavorable. Cette situation n'est pas spécifique aux pays du sud ou émergents. Par exemple, la précarité de l'emploi des femmes en Europe de l'ouest est intimement liée à leurs responsabilités reproductives qui ne sont pas encore équitablement partagées entre les femmes et les hommes. Dans ces pays, quand les services de base font défaut – crèches, horaires de travail aménagés, congés de paternité etc., les femmes sont pénalisées dans leurs carrières, en particulier les femmes à faibles revenus qui ne peuvent se payer de services privés. Dans d'autres contextes, c'est la restriction de la mobilité de femmes (par exemple liée au purdah) qui entravera leur accès aux revenus. Souvent, les femmes n'étant pas propriétaires de biens, elles ont du mal à accéder aux facteurs de production (crédit, formation, équipement) qui leur per-

mettraient de sortir, même partiellement, de la pauvreté. Ces différentes contraintes relèvent de l'accessibilité. Le lien avec la constitution des potentialités est particulièrement évident dans le domaine de l'éducation et de l'information. Dans la plupart des pays en développement, les femmes sont moins éduquées et informées que les hommes, et ceci représente un risque supplémentaire pour tomber dans une trappe à pauvreté : moins instruites, les femmes ont un accès plus réduit aux ressources (éducation, santé, formation professionnelle). Elle sont donc moins bien armées que les hommes pour développer leurs potentialités et créer des richesses. L'impact des relations de genre sur les femmes et les hommes face à la pauvreté dans un contexte donné constitue une première piste de lecture pertinente.

Les effets des changements économiques mondiaux sur les conditions de vie et le niveau de pauvreté des femmes et des hommes peuvent aussi être lus à travers le prisme du genre. En effet, le monde du travail des pays en développement s'est profondément modifié ces vingt dernières années, sous les effets conjugués de la globalisation croissante des économies, de l'impact des politiques d'ajustements structurels et de la crise économique mondiale. Cette évolution s'est notamment traduite par un développement important des activités dans le secteur informel. Or, les femmes représentent l'essentiel de la main d'œuvre du secteur informel, notamment le travail à domicile ou les vendeurs des marchés informels. Une étude du BIT (Bureau International du Travail) sur l'emploi dans les entreprises de l'économie informelle souligne que le ratio emploi informel/emploi total, dans la moitié des 54 pays examinés, est plus élevé pour les femmes que pour les hommes.

Ainsi, elles subissent la précarité inhérente à ce secteur à savoir absence de protection sociale et de réglementation déterminant leurs droits et faiblesse des revenus. Le lien entre le travail dans l'économie informelle et la pauvreté est plus fort chez les femmes que chez les hommes. Les études du BIT montrent un pourcentage plus élevé de femmes dans les segments faiblement rémunérés de l'économie informelle, dans les activités de survie ou parmi les travailleurs salariés occasionnels ou à domicile. Dans les secteurs supérieurs de l'économie informelle, les femmes sont surtout présentes dans les petites entreprises dont le potentiel de croissance est moindre.

Par ailleurs, les sources de subsistances des femmes dans les activités informelles, notamment les activités artisanales et la vente, subissent les effets du libéralisme économique. Par exemple, les femmes qui pratiquent la vannerie en Afrique peuvent être supplantées par les importations bon marché venues d'Asie. Ces femmes sont obligées de réorganiser leur moyen de subsistance entraînant la plupart du temps une réduction de leurs revenus et de leur indépendance, car leurs marges de manœuvre pour une reconversion d'activité sont souvent plus faibles que celles des hommes : mobilité réduite pour des raisons sociales et des obligations familiales, niveau de formation plus faible, difficultés d'accès au crédit ou aux moyens de production etc. Toutes ces contraintes réduisent le champ d'opportunités des femmes et les rendent plus vulnérables à la pauvreté.

Une troisième piste de lecture consiste à étudier les effets de la pauvreté sur les relations de genre. La santé est un exemple classique. La pauvreté a en effet un impact très négatif spécifique sur la santé reproductive des femmes – et des enfants – qui n'ont plus les moyens d'avoir recours aux soins prénataux. Elle entraîne aussi des comportements à risque dans les activités économiques où les femmes et les hommes cherchant à rentabiliser leurs activités à tout prix, sont 'prêts' à travailler jour et nuit dans des conditions nuisibles à leur santé.

Par exemple dans le secteur minier en Bolivie, les femmes 'palliris', dont la majorité sont chef-de-ménage qui fouillent les résidus miniers dans des eaux polluées 12 heures par jour pour un revenu mensuel de \$50 sont victimes de problèmes gynécologiques graves. Les hommes dans les mines n'achètent pas de matériel de protection jugé trop cher et revendent même parfois celui qui leur est fourni à travers des projets d'équipement.

La pauvreté et l'exclusion sociale entraînent aussi des comportements qui aggravent les inégalités de genre. Par exemple, on sait que le chômage a entraîné des problèmes aigus d'alcoolisme masculin en Europe de l'est. En plus des conséquences néfastes sur la santé physique et morale des hommes affectés, la situation engendre des formes de violence extrêmes, entre les hommes, mais aussi à l'encontre des femmes et des enfants. On sait aussi que la prostitution comme ultime recours à la pauvreté a longtemps été principalement féminine. Mais aujourd'hui, la pauvreté associée à une « globalisation » des réseaux de prostitution fait basculer de nombreux hommes, notamment des jeunes garçons dans la prostitution. La précarité sexuelle des femmes et des hommes contraints à la prostitution par la pauvreté a de nombreux points communs, mais comporte aussi d'énormes différences. La vulnérabilité des femmes aux grossesses non-désirées évidemment, mais aussi aux maltraitances et aux relations de pouvoir qui font que les femmes auront plus de mal que les hommes à imposer une forme de protection dans le rapport sexuel, s'exposant aux risques de contamination du VIH et autres infections sexuellement transmissibles.

GENRE, POLITIQUE(S) ET PAUVRETÉ

La dimension genre est essentielle pour une lecture politique de la pauvreté et des politiques anti-pauvreté. Pour une lecture politique de la pauvreté, dans le sens où, depuis plus de dix ans, des recherches et des analyses montrent que, incontestablement, la faible participation des femmes à la politique, et ce à tous les niveaux, favorise la mise en œuvre de politiques publiques qui non seulement ne prennent pas en compte la dimension genre et la spécificité des femmes, y compris dans la pauvreté, mais tendent à perpétuer et renforcer des inégalités... Ceci ne revient pas à dire que seules les femmes sont habilitées à insuffler une dimension genre aux politiques publiques, au contraire !

Mais force est de constater que la domination quasi-exclusive des hommes sur le monde politique, et ce dans presque tous les pays, n'a pas favorisé l'émergence de stratégies et d'interventions pro-gendre. Ce sont souvent les femmes et les organisations féminines et féministes hors des circuits du pouvoir, notamment celles de la société civile, qui ont, à la force du poignet, infléchi les 'politiques' pour qu'ils reconnaissent l'importance de la prise en compte du genre. Ceci s'est avéré vrai dans de nombreux pays qui ont engagé l'élaboration de politiques de lutte contre la pauvreté, souvent sous la pression des bailleurs de fonds, qui posent maintenant comme conditionnalité à leur aide ou à l'allègement de la dette la mise en œuvre d'un DSRP (document stratégique de lutte contre la pauvreté). Malgré l'affichage d'une approche participative, la majorité des DSRP (ou CSLP selon les pays) ont marginalement impliqué les femmes, tant dans leurs processus que dans leur contenu.

GENRE ET PAUVRETÉ

Genre et pauvreté : une approche pertinente ?

Alors que les conditions de la mondialisation sont remises en cause à travers différentes organisations ou Forums, comme le Forum social mondial qui vient de se tenir à Bombay, il semble opportun de faire le point sur la relation entre les politiques de développement, la croissance, la pauvreté et les relations de genre ?

Il y a maintenant plus de trois décennies, Ester Boserup lançait un pavé dans la « mare du développement » en démontrant la contribution économique essentielle des femmes – notamment des femmes rurales – à la sécurité alimentaire de leur entourage et au fonctionnement de leurs communautés. Or, paradoxalement, les politiques de développement non seulement ignoraient cette contribution, mais privaient parfois les femmes de leur accès aux moyens de production, comme le foncier. Depuis, de nombreux projets ont été mis en œuvre en direction des femmes : projets générateurs de revenus, « filets de sécurité » etc. Cependant, ce saupoudrage de projets a souffert de la faiblesse des moyens engagés et du manque d'engagement politique pour faire réellement évoluer la situation des femmes et réduire les inégalités de genre.

L'évolution des pays en développement est contrastée et a abouti à une forte différenciation entre les pays « émergents » ou « de revenu intermédiaire » et les pays qui semblent s'enfoncer dans une crise durable, sans parvenir à se sortir de l'ornière. Pour desserrer l'étau de la dette qui étrangle les pays les plus pauvres, la réduction de la dette se négocie désormais en contre partie de la mise en place de politiques de lutte contre la pauvreté. Néanmoins, comme le montre un récent ouvrage consacré à la relation entre le genre, la mondialisation et le développement, « *le discours sur le sous-développement s'est transformé en discours sur la pauvreté*. On chiffre la pauvreté, le nombre de pauvres, les progrès dans la diminution de l'accroissement des pauvres... Or, de manière surprenante, la discrimination entre les hommes et les femmes pauvres est souvent ignorée, les pauvres seraient neutres. Si les approches de la pauvreté se sont affinées et ne se réduisent plus à une mesure monétaire, les indicateurs disponibles ne permettent toujours pas de clarifier la situation entre les femmes et les hommes et de préciser la complexité du binôme prospérité/pauvreté croisée avec la notion de genre ».